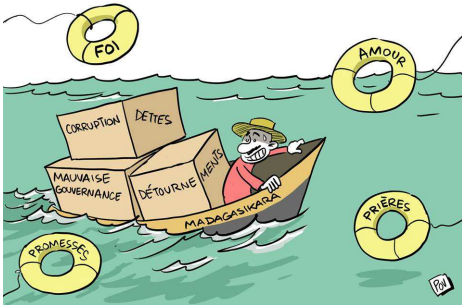


## LA REVUE DE PRESSE D'OCTOBRE 2018 EN BREF

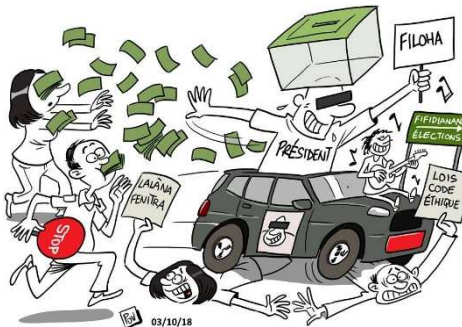
**Plus que quelques jours de campagne avant le 1<sup>er</sup> tour du scrutin présidentiel, le 7 novembre.** De nombreuses péripéties ont émaillé la période de campagne, faisant parfois douter que le scrutin puisse se dérouler à la date fixée et dans des conditions telles que la paix civile soit assurée et le résultat accepté par toutes les parties.



« **Campagne ou caprice ? A quoi sert une campagne dans un pays extrêmement pauvre ?** » A plus forte raison, à quoi sert une élection dont le budget est fourni par l'assistanat international, s'interrogeait *L'Express* à mi-parcours, affirmant « *qu'une campagne d'une telle immoralité est complètement inutile. Les débats d'idées sont cruellement absents pour faire place à une avalanche de discours pompeux et des dépenses inconsidérées. Quant aux résultats, ils seront le fruit d'un tour de prestidigitacion de la CENI et de la HCC* », affirme le titre qui conclut : « *Voilà pourquoi une campagne, une élection, ne sont que des artifices démocratiques dans un pays où le budget d'un candidat équivalait à six fois le montant de la Facilité de crédit du FMI sur trois ans.* »

**La Gazette a publié en début de campagne la photo des trois candidats dont le nom arriverait en tête d'un sondage commandé par la fondation FES et Politika, dont la publication a été interdite par le pouvoir.** On y voit cote à cote Hery Rajaonarimampianina, Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina. *Jeune Afrique* affirme qu'Andry Rajoelina arriverait en tête suivi de Marc Ravalomanana. Les commanditaires ont déclaré qu'ils n'avaient communiqué les résultats du sondage à aucun organe de presse. Fuite ou « fake news » ? s'interrogent les observateurs.

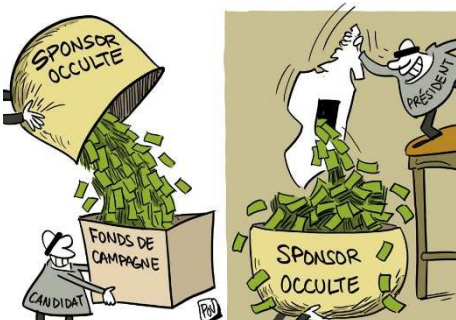
**Les évêques ont dénoncé la récupération politique par certains candidats de la Journée mondiale de la jeunesse (JMJ) qui s'est tenue à Mahajanga.** Ils ont invité les jeunes à procéder à un vote responsable. L'archevêque d'Ihosaloa a exhorté les candidats présents à respecter la liberté de conscience des croyants et à « *ne pas échanger leur voix contre des cadeaux éphémères. Ne vous fiez pas aux beaux discours et aux belles promesses. C'est une anarque et une forme de corruption. (...) Je vous invite à contrôler et à défendre la justice et la transparence* ». L'Eglise ne soutient aucun candidat, a-t-il réaffirmé.



Une « **Charte de bonne conduite et d'intégrité des candidats** » de 30 articles a été proposée par le CRN et plusieurs partenaires de la société civile. Peu après l'ouverture de la campagne, seuls 12 candidats l'avaient signée, cinq ont marqué leur refus d'apposer leur nom sur un document qu'ils qualifient de « *masquerade* », parmi lesquels Didier Ratsiraka, le pasteur Mailhol et Fanirisoa Ernaivo, magistrat, ancienne présidente du SMM. Si Hery Rajaonarimampianina l'a signée, Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina l'ont boycottée. Un collectif d'une vingtaine de candidats a exigé en vain de la HCC la transformation de la Charte en instrument légal, opposable à tous.

Le comité paritaire à l'origine de la Charte a annoncé la publication d'un rapport hebdomadaire sur son application. Le rapport des 15 premiers jours de campagne pointe du doigt « *les dérives des candidats Marc Ravalomanana, Hery Rajaonarimampianina et Andry Rajoelina* ». 13 candidats sont félicités pour leurs tentatives d'engager des débats d'idées constructifs. **Le second rapport a confirmé les dérives constatées.** Les démonstrations de force l'emportent sur les débats d'idées et les insultes pleuvent entre les candidats. Le président sortant et Andry Rajoelina sont montrés du doigt pour le déploiement de moyens faramineux. Le groupe des 25 candidats signataires de l'accord de Nanisana qui demandent notamment le report du scrutin est critiqué pour vouloir manipuler la liste électorale officiellement clôturée.

**Les violences** relevées par le projet d'appui à la prévention et la gestion de conflits et violences potentiels liés aux élections (PEV Madagascar) **se sont multipliées dangereusement en fin de campagne.** Violences et non-respect de la loi occasionnant un climat de conflit entre les candidats. Des agressions physiques ont été rapportées. Les réseaux sociaux ont alimenté ce climat de tension. La CENI a semblé impuissante à ramener les partisans des candidats à la raison, de même que le Comité paritaire de la Charte de bonne conduite, malgré les appels lancés aux candidats.



**Transparency International Initiative Madagascar (TI-IM) a adressé aux 36 concurrents un questionnaire à remplir en ligne.** Dix questions pour connaître leurs sources de financement et leur budget de pré-campagne et de campagne. L'ONG s'est engagée à enquêter sur la véracité des informations délivrées. Sa directrice, Ketakandriana Rafitosoa, dénonce la provenance des fonds utilisés par les trois derniers ex-présidents aujourd'hui candidats, tous trois notamment impliqués d'une manière ou d'une autre dans les trafics de bois de rose. « *S'ils investissent des millions d'euros dans cette campagne, (...) c'est qu'ils cherchent un retour sur investissement* », écrit-elle, s'interrogeant sur les contreparties des appuis financiers nationaux et étrangers. Une pétition

en ligne a été lancée pour exiger des candidats la transparence. En fin de mois, un seul candidat, peu connu, avait retourné le questionnaire. « **En ne jouant pas la transparence financière, les candidats méprisent les citoyens** », a déclaré Ketakandriana Rafitoson au micro de *RFI*.

**L'Aviation Civile de Madagascar (ACM) a bloqué l'autorisation d'importation et d'exploitation des hélicoptères des candidats** Andry Rajoelina, Marc Ravalomanana et Mahafaly Olivier alors que Hery Rajaonarimampianina avait déjà obtenu la sienne. Le premier ministre a ordonné au DG de l'ACM de satisfaire ces demandes. Une réquisition qui a été ignorée. Les supporters d'Andry Rajoelina et de Marc Ravalomanana ont alors fait le siège des bureaux de l'ACM. Après de vives discussions, le DG, James Andrianalisoa, membre du bureau politique du parti HVM, a accordé son autorisation (5 appareils pour Andry Rajoelina, 2 pour Marc Ravalomanana). Pour *L'Express*, le refus opposé par le directeur de l'ACM était fondé sur des raisons de sûreté et de sécurité aérienne et aucunement sur des considérations politiciennes. Andry Rajoelina disposerait à lui seul de sept hélicoptères, dont l'heure de vol peut facilement se chiffrer à 3 000 euros, selon *Midi*.

**Le « DFP » ou Dinika ho an'ny Fanavotam-pirenena a annoncé qu'il déposera des plaintes à l'encontre des fonctionnaires qui font fi des textes en vigueur et participent à la campagne électorale.** Il affirme avoir reçu des centaines de doléances en provenance de ses antennes dans les régions.

**La Commission de contrôle des comptes de campagne ne dispose d'aucun budget de fonctionnement.** Ses membres ne reçoivent pas d'indemnités et ne disposent d'aucun local. Qualifiée de véritable avancée par le premier ministre, l'institution apparaît comme une coquille vide. Les candidats eux aussi ont du mal à se mettre en règle. **Seuls cinq candidats ont ouvert un compte unique de campagne.** Une situation qui interpelle le Samifin et la Commission de contrôle du financement de la vie politique (CCFVP). Le Samifin aurait en outre reçu de nombreuses informations relatives à des suspicions de blanchiment d'argent. Les investigations sont en cours a affirmé son directeur général.

**Une centaine d'experts du processus électoral, originaires de 25 pays européens, ont été désigné par l'UE** comme observateurs. Parmi eux, 40 observateurs « *longue durée* ». « *Quoique symbolique, l'observation des membres de la communauté internationale a toujours été considérée comme une crédibilisation de l'élection* », écrit *Tribune*. Le chef de la mission d'observation, Cristian Preda, a fait part de son étonnement de constater que **sur 36 candidats, seuls une poignée font réellement campagne**, accompagnée de diverses distributions de « *cadeaux* ». Une bonne vingtaine semblent avoir déposé un dossier de candidature sans volonté réelle de jouer le jeu, plus intéressés par une confrontation avec les institutions de l'Etat et la quête d'une nouvelle transition.

**Les membres du HFI (Mouvement pour la refondation) ont attiré l'attention de l'opinion en début de campagne électorale en annonçant un projet de création d'« Etats » provinciaux autonomes.** Le 11 septembre ils avaient déjà annoncé la création de l'« *Etat* » regroupant « *la population de la province de Mahajanga* » et peu avant encore une annonce semblable avait été faite pour la région Sud. L'objectif principal de cette initiative, selon des observateurs, serait de provoquer une situation de déstabilisation et de remettre en cause le processus électoral en cours. Le président de la République par intérim, Rivo Rakotovo, a condamné fermement ces initiatives. En juillet, le HFI, avec à sa tête le bouillant Pety Rakotoniaina, ancien maire de Fianarantsoa, avait manifesté pour exiger le report de la présidentielle.

**Pety Rakotoniaina a été arrêté pour enquête sur le mouvement « Fanjakana Gasy »** auquel il est également associé, et placé en détention provisoire à Antanimora. Le président du parti Tambahatra est accusé d'atteinte à la sûreté de l'Etat en période électorale et d'incitation de la population à la révolte. L'autre personne poursuivie dans cette affaire, Rainidiana Liampivoarana, a bénéficié d'une mise en liberté provisoire. « *Il y a des limites à la liberté d'expression, elle ne permet pas de dire tout ce que l'on veut. L'Etat a dû prendre ses responsabilités* », a déclaré le président par intérim, Rivo Rakotovo, qui accuse les animateurs du mouvement de visées sécessionnistes. « *Les manœuvres dilatoires destinées à détourner l'attention des prochains scrutins se multiplient* », a écrit *La Vérité*, s'interrogeant sur un possible financement russe de ces opérations de déstabilisation, dont l'objectif serait de permettre à des sociétés russes de se voir attribués des blocks pétroliers offshore et des ressources aurifères.

**La CENI est parvenue à réunir 30 candidats pour des échanges retransmis en direct** mais qui aurait été interrompus sur ordre du gouvernement. Deux candidats ont été excusés et quatre n'ont pas répondu à l'invitation : Marc Ravalomanana, Andry Rajoelina, Jean Ravelonarivo et Jules Etienne.

Par *NewsMada* sur 26/10/2018 ■ *Caricatures, NS Français*



**Le débat a très vite tourné à la remise en cause du processus électoral** en raison, selon les participants, d'irrégularités, du manque de neutralité du gouvernement et de la HCC, de l'inégalité flagrante au niveau des moyens financiers des candidats, du manque de transparence sur les sources des financements de certains d'entre eux et des anomalies de la liste électorale. Les candidats ont réclamé la démission du premier ministre et de son gouvernement et la mise en place d'une Cour électorale spéciale à la place de la HCC. Le report de l'élection a alors été réclamé pour permettre la mise en place des nouvelles structures à même d'assurer la crédibilité du scrutin. La rencontre s'est achevée par la **signature d'un « accord politique »** entre 25 des candidats présents et la **décision de réunir une « conférence souveraine »**. Selon Serge Zafimahova de la plateforme Madagascar

Développement et Ethique (MDE), l'« *accord politique* » ouvre la voie à une dérive vers une longue transition. Un accord qui s'apparente à une œuvre de déstabilisation. Face à ces revendications le mouvement Rohy et Transparency International ont déclaré qu'ils sont opposés au report du scrutin, qui serait illégal, et à l'instauration d'une nouvelle transition.

**La « Conférence souveraine » a réuni plus d'un millier de participants au CCI d'Ivato.** Des invitations ont été largement distribuées à la classe politique, aux religieux, à la société civile et aux simples citoyens. 19 des 25 candidats ayant signé l'accord politique ont donné 72 heures au gouvernement, à la CENI et à la HCC pour la réouverture de la liste électorale. Dans un communiqué, la HCC a condamné cette initiative et le premier ministre a laissé entrevoir la possibilité de sanctionner les candidats qui ne respectent pas les engagements signés lors du dépôt de leur candidature. Les porte-paroles du collectif ont déposé une **requête à la HCC** aux fins de réouverture de la liste électorale. Jean Max Rakotomamonjy et une délégation de candidats ont été reçu par Rivo Rakotovo. **Le chargé d'affaire de l'ambassade des Etats-Unis s'est prononcé pour le respect du calendrier électoral.** La HCC a fait remarquer que les procédures de révision spéciales sont susceptibles de générer de nombreuses dérives. Les pratiques permettant de « gonfler » la liste ne permettent pas de contrôle effectif par les acteurs du processus électoral compte tenu des délais impartis.

**L'ultimatum lancé par les 25 candidats est arrivé à échéance. Toutes les démarches engagées pour tenter de convaincre les responsables étatiques ont été vaines.** Les autorités ont craint que, dos au mur, les candidats soient tentés de provoquer des troubles. Le préfet de police de la capitale a prévenu que des mesures draconiennes avaient été prises pour sécuriser le processus électoral et que les auteurs de troubles seraient immédiatement incarcérés.

**La manifestation du collectif a pu se tenir. Les forces de l'ordre qui quadrillaient les lieux ont cédé la place.** Le meeting avait été autorisé mais son encerclement par les forces de l'ordre a découragé le public. La candidate Fanirisoa Ernaivo, ancienne présidente du SMM, a tenu des propos extrêmement violents à l'égard des forces de l'ordre. La CNIDH et le ministère de la justice ont fermement condamné ses déclarations.

« **Développement humain : des indicateurs inquiétants pour Madagascar, placé au 161<sup>e</sup> rang sur 188 pays** », titre *Midi*. L'IDH 2018 indique que même si Madagascar a légèrement amélioré son score, passant de l'indice 0,512 à 0,519, le pays a régressé dans le classement, passant de la 159<sup>e</sup> à la 161<sup>e</sup> place.

Suite aux émeutes qui se sont produites à Morondava en septembre, 17 personnes ont été placées en détention provisoire. La ministre de la justice a condamné les **menaces proférées à l'encontre des magistrats** qui ont accordé une liberté provisoire à deux présumés voleurs de zébus, libération à l'origine pour partie des troubles qui ont secoué la ville et ses environs. Une radio locale appartenant à un député aurait incité la population à la révolte. Le premier ministre a décrété sa fermeture. *Tribune* a noté que cette décision est la première depuis 5 ans pour une question relative à la liberté d'expression.

Un directeur d'école a été tué par balle par des dahalo dans le district de **Manja**. Le village avait été pris d'assaut par une soixantaine de dahalo venus s'emparer de troupeaux. L'épouse de la victime a été prise en otage. **Huit dahalo ont été passés par les armes à Antsahavola.** Une bande de 18 hommes armés avaient attaqué le village pour voler des bovidés. Une femme et son bébé avaient été pris en otage. Les attaques de dahalo s'intensifient dans des communes de la région **Androy**. **Les vols de troupeaux s'accompagnent souvent désormais de prises d'otages.** Les habitants d'une commune enclavée du district d'**lakora** ont abandonné leur village pour échapper à l'insécurité et se réfugier dans d'autres fokontany.

**La caserne de gendarmerie d'Amboasary-Sud a été attaquée par 80 hommes armés** qui ont libéré deux détenus et pillé des logements de fonction. Trois d'entre eux ont été abattus. Des centaines de dahalo armés repentis placés sous l'autorité du commandant de la compagnie de gendarmerie se sont abstenus d'intervenir. Ils sont **suspectés de complicité**.

**Depuis le début de l'année, 700 personnes ont été arrêtées dans le cadre de l'opération de sécurisation « Mandio »**, dont 300 jetées en prison, indique le responsable de communication de la gendarmerie. 128 armes à feu ont été saisies. Dans le cadre de cette opération, 1,2 tonne de chanvre indien a été saisie dans la région Diana. Deux présumés dahalo ont été abattus par les forces de l'ordre lors d'une tentative de fuite, près de Tsiroanomandidy. La famille accuse la gendarmerie d'avoir procédé à **une exécution sommaire**.

Un **réseau de blanchiment de bœufs volés** a été démantelé à **Mahajanga**. Quatre fonctionnaires, dont un vétérinaire, sont suspectés d'avoir délivré de faux documents de traçabilité. Les bêtes objet du trafic faisaient partie du butin de dahalo. Selon le secrétaire d'Etat à la gendarmerie, certains de ses hommes jouent un double jeu vis-à-vis des dahalo.

A **Miandrivazo**, un **affrontement entre groupes rivaux de villageois**, conduits par les chefs Fokontany, **a fait 12 morts**. Suite à un incendie ayant détruit 385 habitations à **Mananjary**, des scènes d'émeute se sont produites dans la ville. L'arrestation d'un présumé pyromane a provoqué un **début de vindicte populaire**. Le commissariat a été assiégé, obligeant les forces de l'ordre à évacuer le prévenu à la prison, où les auditions se sont poursuivies. **A Fénérive-Est, trois inspecteurs de police en service commandé ont été victimes d'une vindicte populaire.** Ils s'étaient rendus en tenue civile dans un village pour procéder à une perquisition et à l'arrestation d'un homme suspecté de vol de vanille. Des menaces de représailles des forces de l'ordre ont été véhiculées sur les réseaux sociaux, faisant craindre le déclenchement d'une opération punitive. Des vindictes populaires se sont produites également à **Vavatenina et**

**Andapa.** *Tribune* déplore qu'aucun candidat à la présidentielle ose aborder la question des vindictes populaires et propose de solutions à un phénomène qui se généralise.

Onze individus suspectés d'être les **auteurs d'un kidnapping** dans le district de **Maevatanana** ont été arrêtés dans le cadre de l'opération « *Mandio* ». Ils sont suspectés d'avoir kidnappé des agents de la société Kraoma et d'avoir perçu une très forte rançon. Deux femmes ont été enlevées à **Tsaranàna** dans le cadre de l'attaque à main armée d'un foyer. Une rançon de 200 millions Ar a été exigée. Une bande de 16 dahalo armés a kidnappé quatre enfants dans une carrière à **Maevatanana**, exigeant le paiement d'une rançon de 50 millions Ar.

**Un français d'origine indienne, propriétaire d'une pharmacie, a été enlevé** dans un quartier résidentiel de la capitale. Des opérateurs économiques interpellent les autorités et leur demandent d'agir pour mettre un terme à ces enlèvements qui font fuir les investisseurs.

Quatre **membres de la cellule mixte d'enquête anti-kidnapping**, dont trois gendarmes, ont été placés en détention préventive pour une affaire de corruption présumée. Plusieurs millions Ar ont été retrouvés par les enquêteurs au domicile de l'un des prévenus.

**Un ressortissant français, DG d'une entreprise franche, a été tué lors d'un cambriolage** à son domicile opéré par une bande de cinq individus. Une réunion du Comité de sécurité s'est tenue à l'ambassade de France. Le président du syndicat des industries de Madagascar a dénoncé **un climat d'insécurité et d'instabilité**.

L'équipe nationale de football, qui venait de se qualifier pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations, est tombée dans une **embuscade tendue par des étudiants**. Ils protestaient contre une coupure d'électricité qui durait depuis trois jours. Ils ont réclamé de l'argent aux joueurs et ont jeté des pierres sur leurs véhicules. Sortis indemnes de cet événement, les joueurs ont annoncé qu'ils allaient, par solidarité, reverser aux étudiants l'intégralité de leurs primes de match.

Dans le cadre du « **mois de l'amnistie des armes** », le ministère de la défense a procédé à la destruction, au cours d'une spectaculaire cérémonie sur le parvis de l'hôtel de ville de la capitale, de 843 armes rendues ou saisies lors des opérations de sécurisation menées par les forces de l'ordre. Cette cérémonie était une première dans l'histoire du pays.

Sur les cinq dernières années, selon les statistiques de la gendarmerie, **4 000 personnes ont trouvé la mort à Madagascar, victimes du banditisme**.

**La Haute Cour de Justice (HCJ) enfin opérationnelle**. Ses membres ont été présentés officiellement et ont prêté serment. Les quatre premiers dossiers qui seront traités concernent un ancien président de la République et d'anciens ministres, dont les noms n'ont pas été révélés. Le 1<sup>er</sup> dossier concernerait Jean Razafindravonona, ancien ministre des finances du gouvernement Kolo. La requête déposée par un collectif demandant la destitution du président de la HCC pourrait être le second dossier.

**Pour lutter contre la corruption, la justice malgache mise sur l'informatisation**. Dans le cadre du projet d'informatisation de la chaîne pénale soutenu par l'UE, un logiciel a été testé dans plusieurs tribunaux. Le but est d'améliorer l'administration de la justice pénale et de limiter les possibilités de corruption à chaque étape du traitement d'un dossier.

Pour la première fois, le **rapport 2016/2017 de la Cour des comptes a été diffusé en direct** sur les ondes et à la TV. Il dresse un constat accablant de la gestion des deniers publics, écrit *L'Express*. Une part trop importante du budget de l'Etat est consacrée au fonctionnement et la charge des traitements ne cesse d'augmenter. Les dépenses d'investissement n'atteignent pas 25 % du budget.

**La société civile, à travers le projet Fandio financé par l'UE, a élaboré un livre blanc** mettant en avant les aspirations citoyennes sur la gouvernance, l'environnement et les ressources naturelles, le social et la culture, l'économie et les infrastructures. Il fait un état des lieux et formule des propositions de solutions. Le livre blanc devait servir d'outil et de référentiel pour analyser les visions, valeurs et programmes des 36 candidats à la présidentielle. La fondation allemande FES et le projet Fandio ont **proposé l'organisation d'un débat avec l'ensemble des candidats** mais **les 2/3 d'entre eux, dont les trois favoris, n'ont pas répondu à l'invitation**.

L'examen du **projet de loi sur le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme** risque de subir un nouveau retard en raison de la mobilisation de la classe politique pour la campagne présidentielle. Les parlementaires se montrent par ailleurs réticents à adopter ce projet perçu comme pouvant porter préjudice à leurs intérêts. Le FMI et les partenaires techniques et financiers font pression pour son adoption rapide.

« **Nouveau rebondissement dans l'affaire de biens mal acquis de Mamy Ravatomanga en France** », écrit le site « *La ligne de mire* ». La 4<sup>e</sup> société civile immobilière dont sont actionnaires les époux Ravatomanga a également été saisie en juin 2018 par la justice française, après les trois premières frappées par la même décision. Le patrimoine immobilier de l'homme d'affaires, PDG du groupe Sodiat et proche d'Andry Rajoelina, est estimé à 4,2 millions d'euros. Un patrimoine acquis en 2010, durant la Transition. Les magistrats exploiteraient plusieurs pistes sur l'itinéraire des

fonds ayant permis ces acquisitions immobilières et ont demandé la coopération judiciaire des autorités de plusieurs places financières. Maurice n'aurait pas donné suite.

**Amnesty International a publié un communiqué accompagnant un important rapport sur la condition carcérale à Madagascar.** « Des milliers de personnes sont maintenues en détention préventive injustifiée, excessive et prolongée dans des conditions qui mettent leur vie en danger », titre le communiqué. Intitulé « *Punis parce qu'ils sont pauvres. Le recours injustifié, excessif et prolongé à la détention préventive à Madagascar* », le rapport se fonde sur des visites effectuées dans neuf établissements où les conditions de détention sont jugées effroyables. La presse rapportait, peu avant la publication du rapport, qu'à la maison centrale d'Antanimora, dans certains quartiers, plus de 140 détenus dorment dans un unique dortoir, avec 0,5 m<sup>2</sup> par détenu. « 65 à 70 % des détenus souffrent de malnutrition », titre *NewsMada*, qui fait état des chiffres délivrés par l'administration pénitentiaire elle-même. Pour marquer la 2<sup>e</sup> année d'exercice de son mandat **la CNIDH a organisé une table-ronde sur l'amélioration des conditions carcérales**, avec la participation de l'équipe du bureau régional d'Amnesty, auteure du rapport. La ministre de la justice a rappelé à la délégation d'Amnesty international venue lui remettre son rapport que plusieurs mesures allant dans le sens souhaité ont été prises depuis sa nomination.

**L'UNICEF a interpellé les 36 candidats à la présidentielle**, les invitant à inclure dans leur programme un engagement spécifique et un plan d'action pour faire avancer la cause, le bien-être et les droits des enfants.

**Six millions de dollars sont nécessaires au PAM** pour pouvoir poursuivre son programme d'alimentation scolaire dont bénéficient jusqu'ici 200.000 enfants, notamment dans le Sud.

**Indice de la faim dans le monde : Madagascar se classe au 116<sup>e</sup> rang sur 119 pays** dans le rapport 2018 du global hunger index (GHI). 43,1 % de la population est en situation de malnutrition cette année, contre 31,8 % en 2010.

**L'OIT, l'Unicef, l'OIM et le HCDH se sont penchés sur la situation des mineurs victimes de la traite.** En 2016, pour la tranche d'âge 5-14 ans, 22,1% des enfants étaient en situation de travail forcé, soit 1,2 million d'enfants. De nombreux enfants sont victimes d'exploitation sexuelle. L'absence de sanctions liées aux formes de travail des enfants et le manque de ressources pour l'application de la législation entravent les efforts du gouvernement pour lutter contre ces abus. **Six projets de lois devraient être examinés durant la session parlementaire sur la lutte contre le travail des enfants, l'esclavage moderne et la traite des êtres humains.** Les débats sont précédés d'un atelier qui vise à mettre en commun les actions des parties prenantes.

Une quinzaine de femmes, dont une dizaine d'**employées de maison en instance de départ pour l'Arabie Saoudite**, ont été interpellées, ainsi qu'une femme responsable d'un réseau. Plusieurs complices sont recherchés. Quatre ans après l'adoption de la loi sur la **traite des êtres humains**, les réseaux criminels continuent de prospérer malgré des coups de filet réussis, note *L'Express*.

Selon l'Unicef, **sur 10 femmes qui meurent chaque jour suite à des causes liées à l'accouchement, trois sont des adolescentes de moins de 19 ans.** Le taux de mariages précoces à Madagascar est l'un des plus élevés au monde. **L'éducation des filles reste un défi important.** En primaire, le taux de rétention scolaire des filles est anormalement faible.

INDEMNISER LES TRAFICQUANTS DE BOIS DE ROSE.



**Bois de rose : le Comité permanent de la CITES a rejeté le « business plan »** défendu par les ministres de l'environnement et de la justice en vue de commercialiser les bois saisis ou les stocks répertoriés. Pour l'Alliance Voahary Gasy (AVG) et Transparency International, ce dispositif aurait conduit à indemniser les trafiquants. Le Comité a néanmoins pris note des progrès de Madagascar en matière de renforcement des mesures de contrôle et de lutte contre l'exploitation forestière et l'exportation illégale. Il demande aux autorités « *d'explorer d'autres solutions que le système de compensation des détenteurs de stocks des bois de rose et d'ébène pour pouvoir contrôler tous ces stocks* ». La société civile dénonce le manque de volonté politique du gouvernement à mettre fin aux trafics.

**Un camion transportant 448 madriers et rondins de palissandre a été intercepté à Tsinjoarivo.** Cette saisie est intervenue quelques jours après une saisie de 68 madriers de cette même essence à Mandoto. Les forces de l'ordre, l'administration et la justice de Morondava sont impuissantes à réprimer les trafiquants de bois de palissandre. **La forêt de Menabe Antimena est à la merci des trafiquants** qui agissent en toute impunité, écrit *La Vérité*.

Deux ONG exigent la fermeture immédiate et définitive de l'**exploitation aurifère illégale de la société Mac Lai Sime Gianna** à Vohilava (district de Mananjary). Elles demandent que des sanctions soient prises à son encontre pour les dommages causés à la santé et aux moyens d'existence des communautés concernées et à l'environnement ; elles accusent les autorités de complicité avec la société chinoise.

**Des pêcheurs Antandroy ont adressé une lettre ouverte aux candidats à la présidentielle**, relayée par le Collectif Tany, pour les alerter sur l'effondrement des ressources suite à l'octroi de droits de pêche à des navires étrangers. On

estime entre 500 et 700, le nombre de navires de pêche qui sont en permanence au large de la Grande île. Le préjudice est évalué, au minimum, à 500 millions de dollars.

« **La crevette, cet 'or rose' dont Madagascar ne voit pas la couleur** », titre **Le Monde**. Les Ismail père et fils, « *rois des gambas* » dans la Grande île, ont recours à des **circuits financiers offshore** pour les millions de dollars tirés de l'exportation des crustacés, selon les « *Panama Papers* ».

**Selon le WWF, entre 2009 et 2016 plus de 10 000 tortues terrestres ont été exportées illégalement**, principalement vers l'Asie. Ce type de commerce occuperait la 4e place mondiale, derrière les stupéfiants, les contrefaçons et les trafics d'êtres humains. Plus de **7 300 jeunes tortues** ont été retrouvées dans une cachette par la gendarmerie et des agents du ministère de l'environnement à Ampanihy. **Six ans d'emprisonnement ferme et 100 millions Ar d'amende ont été prononcés à Toliara pour trois trafiquants de tortues radiées**. C'est la peine la plus lourde jamais enregistrée contre des trafiquants de cette espèce protégée. **Deux ressortissants chinois ont également été condamnés** à 6 ans de prison et 150 millions Ar de peine et d'amende pour un vol de tortues à Androka.

**La ville d'Antananarivo plongée dans la pollution et les débris. Les écologistes tirent la sonnette d'alarme.** Ils affirment que ces ordures sont à l'origine de diverses maladies et que la situation est favorable au développement d'une nouvelle épidémie de peste ; ils pointent du doigt la corruption au sein des institutions en charge de l'assainissement.

**Les maladies dues à la pollution coûteraient chaque année à Madagascar entre 117 et 166 millions de dollars, soit 1,2 à 1,7 % du PIB** en raison de la perte de productivité. En 2016, 31,3 % des décès à l'échelle nationale auraient été causés par la pollution. **Antananarivo fait partie des villes les plus polluées au monde**, avec un taux moyen de 60 µg/m<sup>3</sup>, trois fois plus supérieur au seuil de 20 µg/m<sup>3</sup> fixé par l'OMS.

**Réchauffement climatique : au-delà de 1,5°C, les conséquences seront dramatiques pour la biodiversité malgache.** A 2°C le réchauffement provoquerait la disparition de 25 % des espèces de la Grande île d'ici 2080.

**510 000 ha de forêts sont partis en fumée en 2017, soit 3,8 % de ce qui reste de la couverture forestière nationale.** Du jamais vu à Madagascar, qui bat un record mondial, devant le Brésil, l'Indonésie et la RDC.

**147 familles ont été expulsées à Belobaka suite à la démolition de 69 toits après la délivrance d'une ordonnance du tribunal.** Le propriétaire du terrain a procédé à la démolition après un préavis de seulement 48 h.

**Les habitants situés à proximité de la base militaire d'Ivato se disent victimes d'un accaparement illégal de leurs terrains.** Ils sont situés sur le trajet de la nouvelle route reliant Tsarasaotra à Ivato. Les auteurs d'un tel accaparement seraient selon eux des officiers de l'armée. Une centaine de riverains se sont réunis pour protester contre l'expropriation de leur terrain pour la construction d'une **route reliant l'entreprise Filatex à l'aéroport d'Ivato**. Cinq kilomètres ont déjà été remblayés sur les rizières de petits propriétaires. Aucun tracé ne figure sur aucun document officiel. Ce sont plus de 2 500 familles qui vivent dans la crainte. Plus d'une dizaine de milliers seraient concernées directement ou indirectement par ce projet. L'avocat des riverains accuse l'Etat de complicité avec le patron indo-pakistanaise de Filatex.



**L'accord de pêche et d'aquaculture conclu par le chef de l'Etat avec les Chinois deux jours avant sa démission a provoqué une très vive émotion.** Les organisations de la société civile demandent que les détails de l'accord soient rendus intégralement publics et demandent sa suspension immédiate. Le ministre de la pêche, Augustin Andriamananoro, bras droit de l'ancien président de la Transition, a condamné la signature de cet accord. Une pétition « *pour tenter de protéger la population de Madagascar et préserver son secteur halieutique fragile et unique* » a été mise en ligne. Les acteurs non étatiques du secteur pêche et aquaculture des 16 pays membres de la SADC ont fait part de leurs préoccupations. Le chef de l'Etat démissionnaire a catégoriquement nié l'existence de cet accord autorisant

notamment la venue de 330 bateaux de pêche chinois. Signé entre partenaires non-étatiques, le contenu de l'accord échapperait à l'ambassade de Chine.

**Le coût économique annuel des pertes causées par les cyclones et les inondations est estimé de 470 à 940 millions de dollars pour un PIB de 10,5 milliards**, souligne l'agence de coopération allemande GIZ. Le changement climatique annoncé aggravera encore la situation.

**Un protocole d'accord a été signé entre l'Etat et les compagnies pétrolières destiné à assurer l'approvisionnement en carburant de la Jirama.** L'accord devrait permettre de suspendre les « *délestages économiques* ». Un compromis aurait été trouvé sur le mode de règlement de la dette de l'entreprise publique.

**La société d'Etat « Kraomita Malagasy » est devenue une joint-venture malgacho-russe.** Le devenir de la société était compromis par des affaires de détournement de fonds, des suspicions de corruption, une mauvaise gestion et

d'importants dégâts cycloniques. Les dettes accumulées s'élevaient à plusieurs millions de dollars. **La création de cette joint-venture entre dans le cadre du renforcement des liens entre Madagascar et la Russie.** Le chef de la diplomatie malgache s'est réjoui de la réactivation des liens historiques entre les deux pays. De nouvelles perspectives de coopération ont été évoquées. Un protocole d'accord a été récemment signé pour la lutte contre le terrorisme et la piraterie maritime. Il pourrait être élargi à la surveillance des côtes malgaches et à celle de la ZEE, notamment dans les secteurs litigieux proches des îles Eparses détenues par la France, supposées recéler d'importants gisements pétroliers.

**L'ambassadeur de Turquie milite en faveur du renforcement des relations avec Madagascar,** mettant en avant la politique étrangère « *entreprenante et humanitaire* » de son pays. Une « *diplomatie de développement* », qui a pour ambition d'aider Madagascar à « *produire pour pouvoir vendre des produits transformés.* »

**Baisse de près de 7 % du nombre de touristes étrangers sur la période janvier-septembre,** par rapport à la même période de 2017. L'insécurité grandissante en serait la cause principale, que ce soit sur les axes routiers que dans les parcs nationaux et les aires protégées.